

Vers l'intégration économique et culturelle: le développement économique des communautés francophones de l'Ouest

par

Raymond Théberge
Collège universitaire de Saint-Boniface
Winnipeg (Manitoba)

et

David Welch
Université d'Ottawa
Ottawa (Ontario)

RÉSUMÉ

Cet article a pour but d'analyser l'évolution économique des communautés francophones de l'Ouest canadien. Depuis l'époque du commerce des fourrures, des changements socio-économiques importants ont marqué le développement économique de ces communautés; parmi ces changements, il faut mentionner le peuplement, l'agriculture, l'exploitation forestière, la mécanisation, le mouvement coopératif et, plus récemment, le bilinguisme officiel. À partir de certaines variables (structure économique, qualité des emplois, scolarité de la main-d'œuvre), les auteurs analysent la vitalité économique des francophones. Leur étude fait notamment ressortir les enjeux socio-économiques auxquels sont confrontées les communautés francophones et montre le rôle changeant de l'État. L'article se termine par une discussion sur l'économie sociale qui pourrait servir de modèle de développement socio-économique à ces communautés et qui pourrait assurer leur vitalité linguistique et culturelle. Toutefois, l'économie sociale n'est pas une panacée à tous les problèmes auxquels doivent faire face les communautés francophones de l'Ouest canadien dans les prochaines années.

ABSTRACT

Economic changes in the francophone communities of Western Canada are the subject of this article. Among the major socio-economic changes that have marked these communities' economic development since the days of the fur trade are settlement, farming, logging, mechanisation, the cooperative movement and, of more recent date, official bilingualism. With reference to such variables as economic structure, job quality, and labour force educational levels, the authors analyse the economic vitality of the francophone population. In particular, they highlight the socio-economic challenges faced by the francophone communities, and underscore the evolving role of government. The article ends on a discussion of social economics that could serve as a socio-economic model for the communities, and ensure their linguistic and cultural vitality. Social economics is not, however, a panacea for all of the problems that Western Canada's francophone communities will have to face in the upcoming years.

Le but de cet article est de tracer l'évolution économique des communautés francophones de l'Ouest, de décrire la situation actuelle et de proposer un modèle afin de favoriser l'épanouissement des communautés francophones sur le plan économique, tout en assurant leur vitalité culturelle. Le développement économique des communautés francophones de l'Ouest suit en grande partie le développement économique de ce territoire. Par le passé, la vitalité culturelle était assurée par un style de vie – l'économie agricole, la place prépondérante de l'Église en lien avec le maintien de la langue –, qui imposait une homogénéité. Aujourd'hui, la question qui se pose est de saisir dans quelle mesure les nouveaux modèles de développement économique peuvent assurer la vitalité linguistique et culturelle de ces communautés.

La francophonie de l'Ouest n'est pas un territoire unitaire, mais un ensemble de quatre communautés distinctes – la communauté franco-manitobaine, la communauté fransaskoise, la communauté franco-albertaine et la communauté franco-colombienne – qui, depuis un bon nombre d'années, tentent de se donner une identité spécifique.

Le dossier économique prend de l'ampleur, car la gestion scolaire, largement acquise et en voie d'implantation, prend une

place de moindre importance sur l'échiquier des priorités des communautés. Les associations concernées misent beaucoup sur le développement économique comme outil de développement communautaire – la francophonie passe par l'économie. La création, en 1996, du Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM) est un exemple de ce mouvement. La mission du CDEM est de stimuler, encourager, appuyer et coordonner le développement économique dans les communautés de l'Association des municipalités bilingues du Manitoba (AMBM). La priorité est d'assurer aux membres l'accès à une base de capital qui permettra et encouragera la croissance d'entreprises dans les communautés. Chaque communauté veut ainsi se doter d'une infrastructure associative pour mener le dossier du développement économique: par exemple, la Société de développement en économie de la Colombie-Britannique et la Chambre économique de l'Alberta.

LA TRANSFORMATION D'UNE SOCIÉTÉ TRADITIONNELLE VERS LA MODERNITÉ

Dans une perspective historique, le développement économique des communautés francophones de l'Ouest fut marqué par de grands courants socio-économiques: le commerce des fourrures, le peuplement, l'agriculture, l'exploitation forestière, la mécanisation, le mouvement coopératif et le bilinguisme officiel. Les communautés francophones de l'Ouest ont longtemps été à l'écart de l'économie capitaliste du secteur secondaire, œuvrant surtout dans l'agriculture ou dans l'exploitation forestière. Par contre, des institutions économiques comme les coopératives et les caisses populaires ont constitué des mécanismes importants dans la conduite de la vie socio-économique. Bien qu'ils demeuraient minoritaires dans l'Ouest, les francophones de l'Ouest ne se percevaient pas nécessairement comme tels dans leurs milieux; ils se voyaient plutôt comme faisant partie d'une société canadienne-française plus large. Leurs stratégies économiques et sociales, leur esprit de débrouillardise et les solidarités locales ont assuré leur survie en dépit de nombreux changements dans une société en effervescence.

Depuis les années trente, les changements socio-économiques ont transformé les visages économique et

socioculturel de l'Ouest canadien et ont eu un impact sur les diverses communautés francophones. Avant ces changements rapides, les communautés canadiennes-françaises pouvaient être décrites comme ayant des activités socio-économiques en partie capitalistes et en partie de survivance, formes qui reflètent à la fois leur ruralité et l'influence prépondérante du clergé et des communautés religieuses.

Les communautés connaissent une dépopulation rurale rapide, perdant ainsi une partie importante de leur vie culturelle à mesure qu'elles s'adaptent à la vie et aux valeurs urbaines. Ces changements économiques et démographiques ont un impact important sur les rapports sociaux à l'intérieur des communautés et sur le sens d'identité de leurs membres. Éloignés des communautés rurales plus homogènes, les Canadiens français forment maintenant des communautés aux allégeances diverses, opposées même, déterminées par les conditions d'une société civile et urbaine, surtout anglophone.

La prolétarianisation a progressivement entraîné de nouveaux sentiments identitaires – par exemple, l'appartenance syndicale –, qui sont venus s'ajouter à l'identité ethnique existante. La classe ouvrière développe de nouveaux engagements basés en partie sur des conflits de classe, car elle se retrouve parfois en contradiction avec l'élite qui, à ses yeux, défend des intérêts de moins en moins pertinents.

Pour faire face à ces bouleversements, les individus ont créé dans les villes, quand le nombre le permettait, des institutions socio-économiques intermédiaires (caisses populaires, institutions communautaires) qui rappellent, d'une certaine façon, celles de la campagne. Par contre, de façon générale, les jeunes francophones et leurs parents se voient forcés de côtoyer la population anglophone dominante pour obtenir les services qu'ils ne peuvent se procurer en français.

Cependant, ce ne sont pas tous les francophones qui connaissent une amélioration de leur situation économique à la suite de cette transition. Bien que plusieurs bénéficient de meilleurs salaires, un segment de la population qui n'a pas les compétences requises pour profiter de la plus grande prospérité urbaine vit dans la pauvreté, aussi bien dans les villages que dans les villes, et forme une sorte de «classe défavorisée» sur le

plan économique. Plusieurs continuent de subir les conséquences de la dépendance économique. Souvent dépourvus de compétences et handicapés par un taux d'analphabétisme élevé, ils trouvent fort difficile, voire impossible, de profiter des perspectives économiques que leur offre la ville, et ce, quelle que soit la région. Pour ces gens, être canadiens-français signifie qu'ils continuent de mener une vie pauvre et misérable qui ne fait que perpétuer les nombreuses contradictions historiques basées sur la langue et la ruralité. En un sens, la «campagne» les avait suivis en ville.

Certains, vivant de nouvelles réalités économiques et sociales, créent des identités nouvelles basées sur les «critères de réussite» de la majorité anglophone et de ses institutions beaucoup mieux nanties et renient ainsi leurs racines afin de mieux s'intégrer, en partie ou totalement, à cette majorité. Les données de recensement des dix dernières années démontrent jusqu'à quel point les francophones de l'Ouest ont intégré le marché du travail (Théberge, 1998).

LA RÉALITÉ ÉCONOMIQUE CONTEMPORAINE

Aujourd'hui, le développement économique des communautés francophones de l'Ouest est influencé par un ensemble de facteurs tels que l'urbanisation, le peu de capital démographique, la sous-scolarisation, la transformation de l'économie en une économie de services et le rôle changeant de l'État. D'après Roger Bernard, «[l]orsque les francophones sont très minoritaires, ils sont intégrés au monde du travail de l'ensemble de la société et les disparités ont tendance à s'amenuiser» (Bernard, 1990, p. 55).

TABLEAU 1

LE FRANÇAIS, LANGUE MATERNELLE

	1971	1981	1991	1996
Manitoba	60 490	51 990	49 130	47 665
Saskatchewan	31 795	25 320	20 885	19 080
Alberta	46 750	60 900	53 710	52 380
Colombie-Britannique	38 030	43 695	48 835	53 035

Source: Statistique Canada.

En 1996, au Manitoba, les francophones représentent 4,5 % de la population; ils sont 2,0 % en Saskatchewan, 2,1 % en Alberta et 1,5 % en Colombie-Britannique (tableau 1). On constate que les taux de transferts linguistiques demeurent élevés en dépit des interventions gouvernementales (tableau 2). En raison de ces carences démolinguistiques, est-il possible pour les communautés francophones de l'Ouest de créer et de maintenir des infrastructures économiques durables comme par le passé? L'évolution démolinguistique est conforme à l'idéologie de la mondialisation des marchés et des capitaux.

TABLEAU 2

LES TAUX DE TRANSFERT LINGUISTIQUE

	1971	1981	1991	1996
Manitoba	37,2	44,3	50,3	53,0
Saskatchewan	52,4	63,7	67,6	71,0
Alberta	54,1	57,6	64,8	68,0
Colombie-Britannique	73,6	72,4	73,3	72,0

Source: Statistique Canada.

Le taux de transfert linguistique indique le pourcentage de personnes ayant le français comme langue maternelle et qui ne l'utilisent plus majoritairement à la maison. Ces personnes comprennent encore le français et le parlent à des degrés variables: l'assimilation complète à la maîtrise parfaite.

Des études portant sur l'économie des communautés francophones de l'Ouest ont été surtout effectuées dans un cadre historique. Récemment, en raison de l'intérêt que l'on porte au lien entre la langue et l'économie (Breton, 1998; Chorney, 1998; Christofides et Swidinsky, 1998; Beaudin, Boudreau et De Benedetti, 1996) et au rôle de l'économie dans le maintien de la langue et de la culture en contexte minoritaire, on peut établir un bilan économique schématique des communautés francophones de l'Ouest (Beaudin et Boudreau, 1994; Théberge, 1998). Selon Maurice Beaudin et Réal Boudreau (1994), la vitalité économique d'un groupe peut être mesurée en fonction de certaines variables clés du développement économique: la structure économique, la qualité des emplois et la scolarité de la main-d'œuvre.

1. Le Manitoba (tableau 3)

L'économie franco-manitobaine se caractérise par la spécificité régionale. À Winnipeg, 34,4 % des francophones œuvrent dans le secteur public (éducation, santé, gouvernement) (26,3 % pour les autres); 11,9 % des francophones sont impliqués dans l'enseignement (7,4 % pour les autres); 12,9 % travaillent dans le secteur de la santé (11,8 % pour les autres); 9,6 % des francophones sont des employés des différents paliers de gouvernement (7,1 % pour les autres); 16,1 % sont dans les industries de production de biens (18,3 % pour les autres); 49,3 % travaillent dans le secteur tertiaire (55,3 % pour les autres).

TABLEAU 3
LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES CHEZ LES
FRANCOPHONES DU MANITOBA

À Winnipeg

	FRANCOPHONES		AUTRES
	1991	1996	1996
Secteur public	36,6	34,4	26,3
Enseignement	12	11,9	7,4
Santé	12,5	12,9	11,8
Gouvernement	12,1	9,6	7,1
Production de biens	18,3	16,1	18,3
Tertiaire	45,1	49,3	55,3

Dans le reste du Manitoba

	FRANCOPHONES		AUTRES
	1991	1996	1996
Secteur public	27,9	29,4	25,9
Enseignement	10	11,1	7,2
Santé	10	11,7	11,4
Gouvernement	7,9	6,6	7,3
Production de biens	36,9	33,6	33
Primaire	20,3	18,2	18,8
Secondaire	16,6	15,4	14,2
Tertiaire	35,2	37,1	41

Source: Statistique Canada.

Dans le reste du Manitoba, 29,4 % travaillent dans le secteur public (25,9 % pour les autres). On compte 11,1 % des

francophones dans l'enseignement (7,2 % pour les autres), 11,7 % dans le secteur de la santé (11,4 % pour les autres) et 6,6 % dans les différents paliers de gouvernement (7,3 % pour les autres). De plus, 33,6 % se retrouvent dans les industries de production de biens: 18,2 % pour les industries primaires (18,8 % pour les autres) et 15,4 % pour les industries secondaires (14,2 % pour les autres). Enfin, 37,1 % des francophones travaillent dans le secteur tertiaire (41 % pour les autres).

Il est à noter que les francophones du Manitoba œuvrant dans le secteur public sont sur-représentés (+ 6 %) alors que les francophones du secteur commercial (secteur tertiaire) sont sous-représentés (- 3,6 %).

Le bilinguisme institutionnel est à l'origine de nombreux postes où la connaissance des deux langues officielles est un critère d'embauche. Winnipeg est aussi un centre important pour les téléservices, tels que les centres d'appels, où environ 5 000 personnes travaillent. Le bilinguisme est une qualité recherchée dans ce type d'emploi. *Momentum Software Corporation* est une importante entreprise francophone dans le domaine de la conception de logiciels pour le domaine de la santé. La ville de Winnipeg est aussi un important centre de transports et de communications.

Les Franco-Manitobains habitant en milieu rural éprouvent des difficultés économiques compte tenu de leur dépendance à l'agriculture et du taux élevé de sous-scolarisation. En outre, l'économie rurale est fortement touchée par la perte des marchés des pays asiatiques en ce qui a trait à la production du porc et à la baisse des prix des céréales. Cependant, grâce en partie à la création du Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM), le secteur de la transformation ajoutée des produits agricoles se développe (*Roy Legumex, Sabourin Seeds, Canadian Agra*).

2. La Saskatchewan (tableau 4)

En Saskatchewan, les francophones travaillent dans les secteurs suivants: 28,5 % œuvrent dans le secteur public (éducation, santé, gouvernement) (24,1 % pour les autres); 10,3 % sont impliqués dans l'enseignement (7,3 % pour les autres); 11,4 % travaillent dans le secteur de la santé (10,6 %

pour les autres); 6,8 % sont des employés des différents paliers de gouvernement (6,2 % pour les autres).

Aussi, 33,6 % sont dans les industries de production de biens (29,8 % pour les autres): 22,7 % dans les industries primaires (19,9 % en agriculture) comparativement à 18,6 % pour les autres et 10,9 % dans les industries secondaires (11,2 % pour les autres), alors que 37,7 % travaillent dans le secteur tertiaire (45,8 % pour les autres).

Il est à noter que les francophones de la Saskatchewan œuvrant dans le secteur public sont sur-représentés (+ 4,4 %) alors que les francophones du secteur commercial (secteur tertiaire) sont sous-représentés (- 4,4 %).

On constate aussi que la part des travailleurs œuvrant dans le domaine de l'agriculture diminue toujours. La ferme familiale ne peut plus rivaliser avec les conglomérats agricoles et les corporations agricoles.

TABLEAU 4

**LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES CHEZ LES
FRANCOPHONES DE LA SASKATCHEWAN**

	FRANCOPHONES		AUTRES
	1991	1996	1996
Secteur public	32,7	28,5	24,1
Enseignement	10,7	10,3	7,3
Santé	11	11,4	10,6
Gouvernement	11	6,8	6,2
Production de biens	32,1	33,6	29,8
Primaire	23,2	22,7	18,6
Secondaire	8,9	10,9	11,2
Tertiaire	35,2	37,7	45,8

Source: Statistique Canada.

Donc, les Fransaskois se déplacent de plus en plus vers les centres urbains pour travailler dans le secteur public où la langue de travail est l'anglais. Les Fransaskois se tournent également vers l'éducation en raison des possibilités d'emplois et de la formation disponibles dans ce secteur. En dehors de l'éducation, ils sont pratiquement absents des secteurs

secondaire et tertiaire. Cette catégorie de la main-d'œuvre fransaskoise est scolarisée, tandis que la majorité des francophones habitant en milieu rural est sous-scolarisée. Il existe quelques centres de téléservices à Regina.

3. L'Alberta (tableau 5)

Comme dans les autres provinces canadiennes, l'Alberta reflète la différence entre les francophones des milieux urbains et ceux des milieux ruraux. Les Franco-Albertains qui habitent un centre urbain sont en général plus scolarisés, participent plus fortement au marché du travail et sont très présents dans le secteur public. Les francophones qui habitent dans un milieu rural ont un très bas niveau de scolarité et sont économiquement défavorisés, même s'ils jouissent d'un taux de participation au marché du travail qui soit relativement bon.

Les francophones des milieux urbains de l'Alberta détiennent une position très acceptable en ce qui concerne le niveau de leur revenu annuel d'emploi et de leur taux d'activité. Cependant, la langue de travail est surtout l'anglais, ce qui influence la vitalité linguistique des communautés urbaines. Par contre, les francophones des régions rurales ont une vitalité linguistique plus élevée en raison de leur concentration dans certains villages.

À Calgary et à Edmonton, 26,9 % des francophones œuvrent dans le secteur public (éducation, santé, gouvernement) (20,9% pour les autres); 10,7 % des francophones sont impliqués dans l'enseignement (6,6% pour les autres); 9,3 % travaillent dans le secteur de la santé (9,3 % pour les autres); 6,9 % des francophones sont des employés des différents paliers de gouvernement (5,0 % pour les autres). De plus, 22,9 % sont dans les industries de production de biens (21,3 % pour les autres) et 50,2 % travaillent dans le secteur tertiaire (57,8 % pour les autres). La ville de Calgary connaît présentement une expansion économique qui se traduit par des activités accrues dans le domaine de la construction, 9,1 % des francophones y sont actifs.

Dans le reste de l'Alberta, 24,8 % travaillent dans le secteur public (20,6 % pour les autres). On compte 9,1 % des francophones dans l'enseignement (6,5 % pour les autres), 7,8 %

dans le secteur de la santé (8,9 % pour les autres) et 7,9 % dans les différents paliers de gouvernement (5,2 % pour les autres). En outre, on retrouve 32,6 % des francophones dans les industries de production de biens, 18,8 % dans les industries primaires (22,3 % pour les autres) et 13,8 % dans les industries secondaires (13,1 % pour les autres). Enfin, 42,6 % des francophones travaillent dans le secteur tertiaire (44 % pour les autres).

TABLEAU 5

LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES CHEZ LES
FRANCOPHONES DE L'ALBERTA

Calgary et Edmonton

	FRANCOPHONES		AUTRES
	1991	1996	1996
Secteur public	28,9	26,9	20,9
Enseignement	10,3	10,7	6,6
Santé	8,2	9,3	9,3
Gouvernement	10,4	6,9	5,0
Production de biens	25,2	22,9	21,3
Tertiaire	46,0	50,2	57,8

Dans le reste de l'Alberta

	FRANCOPHONES		AUTRES
	1991	1996	1996
Secteur public	28,0	24,8	20,6
Enseignement	8,1	9,1	6,5
Santé	7,0	7,8	8,9
Gouvernement	12,9	7,9	5,2
Production de biens	34,2	32,6	35,4
Primaire	20,9	18,8	22,3
Secondaire	13,3	13,8	13,1
Tertiaire	37,8	42,6	44

Source: Statistique Canada.

Il est à noter que les francophones de l'Alberta œuvrant dans le secteur public sont sur-représentés (+ 5,2 %) alors que les francophones du secteur commercial (secteur tertiaire) sont sous-représentés (- 2,6 %).

4. La Colombie-Britannique (tableau 6)

L'écart socio-économique entre les francophones du milieu urbain et du milieu rural se maintient en Colombie-Britannique.

Les francophones de Vancouver et de Victoria sont fortement scolarisés et peuvent intégrer aisément les secteurs public et parapublic. Les autres francophones ont un faible niveau de scolarité et travaillent surtout dans les secteurs de la foresterie (pâtes et papiers), des mines et de l'arboriculture. Ces derniers connaissent une situation de travail saisonnier.

À Vancouver et à Victoria, 29,3 % des francophones œuvrent dans le secteur public (éducation, santé, gouvernement) (22,4 % pour les autres), 9,3 % dans l'enseignement (6,9 % pour les autres), 9,4 % dans le secteur de la santé (9,7 % pour les autres) et 10,6 % dans les différents paliers de gouvernement (5,8 % pour les autres), 16,2 % dans les industries de production de biens (18,7 % pour les autres) et 54,3 % dans le secteur tertiaire (58,9 % pour les autres).

Dans le reste de la Colombie-Britannique, 24,0 % travaillent dans le secteur public (21 % pour les autres). On compte 7,5 % des francophones dans l'enseignement (6,5 % pour les autres), 8,2 % dans le secteur de la santé (8,9 % pour les autres), 8,3 % dans les différents paliers de gouvernement (5,6 % pour les autres). On constate que 33,5 % se retrouvent dans les industries de production de biens: 12,5 % dans les industries primaires (10,9 % pour les autres) et 21 % dans les industries secondaires (19,5 pour les autres), alors que 42,6 % des francophones travaillent dans le secteur tertiaire (48,5 % pour les autres).

Il est à noter que les francophones de la Colombie-Britannique œuvrant dans le secteur public sont sur-représentés (+ 5 %) alors que les francophones du secteur commercial (secteur tertiaire) sont sous-représentés (- 4,0 %).

En raison des changements dans le secteur forestier, notamment avec l'utilisation croissante de matières recyclées et le mouvement écologique, les francophones travaillant dans ce domaine en seront grandement affectés au cours des prochaines années. De plus, en raison de la crise économique qui touche les pays asiatiques, on constate la fermeture de plusieurs scieries.

TABLEAU 6
LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES CHEZ LES
FRANCOPHONES DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

Vancouver et Victoria

	FRANCOPHONES		AUTRES
	1991	1996	1996
Secteur public	29,5	29,3	22,4
Enseignement	9,5	9,3	6,9
Santé	8,7	9,4	9,7
Gouvernement	11,2	10,6	5,8
Production de biens	19,7	16,2	18,7
Tertiaire	50,9	54,3	58,9

Dans le reste de la Colombie-Britannique

	FRANCOPHONES		AUTRES
	1991	1996	1996
Secteur public	24,7	24,0	21,0
Enseignement	7,5	7,5	6,5
Santé	8,0	8,2	8,9
Gouvernement	9,2	8,3	5,6
Production de biens	36,4	33,5	30,4
Primaire	14,0	12,5	10,9
Secondaire	22,4	21,0	19,5
Tertiaire	38,7	42,6	48,5

Source: Statistique Canada.

5. La place du gouvernement fédéral

Les initiatives du gouvernement fédéral en matière de langues officielles – service bilingue de la part des ministères fédéraux, programme d'aide aux communautés de langues officielles, programmes d'aide pour l'enseignement de la langue de la minorité – ont contribué à la création d'emplois, en français, dans le secteur public. Dans l'enseignement, par exemple, on constate une participation très élevée des francophones au delà de leur part dans la population totale. Ceci s'explique par le succès des écoles d'immersion dans l'Ouest et la mise en œuvre de la gestion scolaire pour les francophones. L'immersion est un des facteurs qui explique le

taux accru de bilinguisme dans les provinces de l'Ouest. Cependant, les inscriptions en immersion sont à la baisse au Manitoba. L'impact de ce phénomène est une concurrence plus acharnée pour les postes bilingues. D'après le recensement de 1996, la part de francophones œuvrant dans le secteur public a légèrement diminué.

LES ENJEUX SOCIO-ÉCONOMIQUES DANS LES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES DE L'OUEST

L'espace économique francophone de l'Ouest présente la dichotomie entre les centres urbains et les centres ruraux. Les villages et les concentrations francophones avaient à leur fondation une raison d'être, basée sur des ressources économiques: le bois (Maillardville), les terres agricoles, etc.

Le nouveau discours économique véhiculé par les associations et le leadership parlent de valeur ajoutée, de nouvelles technologies de l'information, de communications ainsi que de tourisme patrimonial, d'industries et de produits culturels. Ces axes de développement veulent remplacer les activités économiques traditionnelles dans les communautés francophones. Le maintien, voire l'épanouissement des centres ruraux, passera par le renouvellement économique.

À l'exception de Saint-Boniface, on ne retrouve pas de concentrations francophones dans les centres urbains. On constate déjà que les francophones des régions urbaines, de par leur niveau de scolarisation, sont bien intégrés au marché du travail. À notre avis, ce qui est en jeu dans les centres urbains est l'espace culturel, la création d'un espace francophone.

Comment alors peut-on réconcilier le rural et l'urbain, l'économique et le culturel? D'abord, il est nécessaire de situer ce questionnement dans le contexte de ce qu'on appelle généralement la crise de l'État-providence. Le rôle de l'État, comme acteur important dans le développement des communautés francophones de l'Ouest, est sérieusement remis en question. Présentement, nous sommes confrontés à une diminution des programmes sociaux, à une grande valorisation de la privatisation et à la déréglementation dans tous les secteurs. Pendant que les gouvernements cherchent à sabrer dans leurs dépenses au nom de la guerre contre le déficit et que «la croissance sans emplois» du secteur privé domine, de larges

secteurs de la population se trouvent exclus du marché du travail. Par leur «sur-représentation» dans les secteurs public et parapublic, les francophones sont encore plus vulnérables.

C'est à partir de ce questionnement sur le rôle changeant de l'État et sur la nécessité pour les communautés francophones de l'Ouest de s'adapter aux nouvelles réalités socio-économiques que nous nous demandons comment les diverses communautés devraient développer de nouvelles solutions alternatives qui dépendraient moins des fonds gouvernementaux et qui prendraient davantage en compte les ressources et la créativité communautaires. Est-ce que certains projets socio-économiques alternatifs seraient moins vulnérables que d'autres aux coupures gouvernementales et jusqu'à quel point pourraient-ils demeurer suffisamment indépendants de l'aide étatique? Finalement, quel rôle devrait jouer l'État dans le développement continu des communautés francophones de l'Ouest?

Tout en reprochant aux gouvernements d'être trop rigides, hiérarchiques et impersonnels, il est quand même normal qu'on continue à défendre la notion qu'il appartient à l'État, par le biais du système de taxation, de fournir des moyens financiers socio-économiques tels que définis démocratiquement par les diverses communautés francophones. Plusieurs se sont aperçus que le secteur privé, axé sur le profit, ne serait pas intéressé par les projets peu rentables mais par les projets essentiels au développement des communautés. Ils défendent plutôt l'idée que les fonds devraient être fournis en partie par l'État et transférés ensuite aux groupes qui s'occupent du développement socio-économique des communautés.

The state aim of welfare pluralists [...] is not to undermine the welfare state, but to increase its efficiency by opening up a number of competing options for service delivery, and taking advantage of the qualitative (flexibility, proximity of clients, capacity for innovation, etc.) and quantitative (expected lower costs) virtues of the non-profit sector [...] (Browne, 1996, p. 43-44)

Ainsi, de nouveaux projets pourraient mieux refléter la langue et la culture des diverses communautés.

Les francophones minoritaires, ayant peut-être moins l'habitude de s'appuyer sur l'État que le groupe majoritaire et

ayant eu le réflexe, souvent par nécessité, de ne compter que sur leurs propres moyens, sont peut-être mieux placés pour promouvoir une démocratisation à partir des dispositifs de la société civile. C'est aussi une façon d'aller chercher et de «rassembler de nombreux acteurs qui s'étaient détournés de la politique "traditionnelle" pour s'orienter vers des actions locales, tout en étant conscients de leurs limites» (Laville, 1997, p. 113).

QUELLES SOLUTIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES PEUT-ON ENVISAGER?

Les francophones de l'Ouest peuvent compter sur plusieurs acquis développés à travers leur histoire. Par exemple, les communautés francophones de l'Ouest vivent et assument leur régionalisme. La mondialisation de l'économie et la concentration de la richesse contrastent avec la volonté des communautés des diverses régions de prendre en main leur développement, grâce au développement local, et «de s'impliquer dans la recherche de solutions aux problèmes auxquels ils sont confrontés» (Aubry, 1997, p. 75). Jean-Louis Laville ajoute encore:

Ces initiatives locales sont nées à partir de trois dynamiques distinctes: la préoccupation d'insérer dans l'emploi des personnes exclues du marché du travail, le souci de créer des activités dans des espaces urbains et ruraux "défavorisés", la prise en charge de réponses à de nouvelles demandes en impliquant les usagers concernés en veillant à l'accessibilité des services, en particulier dans les services de proximité (Laville, 1997, p. 112).

Malgré des pratiques très diversifiées, on remarque «la volonté de réconcilier initiative et solidarité, alors que ces deux valeurs ont longtemps été séparées: à l'économique, l'entreprise et au social, le partage» (Laville, 1997, p. 112).

Dans un deuxième temps, les nombreuses luttes qu'ils ont dû affronter ayant affiné leur sens d'identité collective, les francophones de l'Ouest peuvent maintenant construire sur cette identité qui demeure «la base ou le réservoir de créativité» (Cournoyer, 1997, p. 44), permettant

[...] la possibilité expérimentée et reconnue de se comprendre et donc d'agir de manière coordonnée. L'importance des cultures héritées n'est pas seulement sentimentale ou idéologique, mais bel et bien pratique, si

L'on garde présent à l'esprit qu'une culture transporte des routines de sens et de comportement qui facilitent le vivre et l'agir ensemble (Perret, 1995, p. 315).

L'ÉCONOMIE SOCIALE: ENTRE LE PRIVÉ ET L'ÉTAT

Le travail salarié a longtemps été vu comme une force importante dans l'intégration sociale des populations. Par contre, la lutte contre le chômage chronique, la pauvreté et les formes d'exclusions qui s'ensuivent deviennent de plus en plus une des grandes problématiques de notre époque. L'économie sociale, ou le troisième secteur, constitue un moyen apte à favoriser la création d'emplois et une force importante pour l'intégration sociale et le développement communautaire, particulièrement pour des communautés minoritaires.

Par économie sociale, on entend l'univers des pratiques et des formes de mobilisation qui ne font partie ni de l'entreprise privée à but lucratif ni des appareils de l'État au sens étroit du terme (Reading, 1994; Kendall et Knapp, 1995). Il s'agit d'organismes dont les activités marchandes et la réalisation d'un profit sont au plus les moyens de réaliser des objectifs de développement social qui échappent à la logique de marché. L'économie sociale ainsi définie s'apparente à d'autres concepts, tels ceux de tiers-secteur (Gidron, Kramer et Salamon, 1992; Wistow *et al.*, 1994; Salamon, 1994; Kendall et Knapp, 1995; Taylor, 1995), de développement communautaire (Favreau et Lévesque, 1995), de développement économique communautaire (Fontan, 1992; Favreau et Ninacs, 1992) ou d'économie solidaire (Laville, 1994).

L'évolution de l'économie sociale doit être examinée en lien avec l'analyse des organismes sociaux qui fonctionnent à travers les diverses communautés francophones de l'Ouest, tant urbaines que rurales. Historiquement, comme nous l'avons déjà mentionné, les fondateurs des organismes de l'économie sociale les ont mis sur pied afin de s'aider et d'aider les autres à combler des besoins de base: alimentation, habillement, logement, soins de santé, éducation, frais d'enterrement, mais aussi pour répondre à des préoccupations d'aide sociale, d'identité culturelle, de reconnaissance et de communautarisation. Cela donne lieu à la création de réseaux d'organismes et à l'enracinement de pratiques, de coutumes et de traditions. Dans le passé, l'économie sociale a joué un rôle essentiel dans la

sauvegarde des communautés francophones, non seulement dans l'Ouest, mais partout au Canada français, particulièrement à travers le mouvement coopératif. La question demeure: est-ce qu'une «nouvelle économie sociale» pourrait jouer un rôle semblable aujourd'hui, c'est-à-dire former un lien entre le passé et le présent, entre l'urbain et le rural?

Le modèle coopératif existe toujours dans l'Ouest, mais il s'est transformé pour tenir compte de l'évolution des valeurs des communautés et de la place de l'entrepreneurship. Au Manitoba par exemple, on a créé des corporations de développement communautaires dans plusieurs centres ruraux ainsi qu'à Saint-Boniface (Corporation Riel). En Alberta, on a créé la Chambre économique de l'Alberta; et, en Colombie-Britannique, on a récemment établi la Société de développement en économie de la Colombie-Britannique.

En outre, les provinces de l'Ouest se sont regroupées pour former le Conseil touristique francophone de l'Ouest qui a comme objectif d'établir des circuits touristiques dans l'Ouest. On a souvent fait mention que les communautés francophones de l'Ouest doivent miser sur le tourisme patrimonial et culturel comme axe de développement économique. D'ailleurs, la communauté franco-albertaine étudie présentement le potentiel touristique des régions francophones de l'Alberta. Un premier travail d'identification de sites et d'activités historiques et culturels a donc déjà été accompli. Ces premiers travaux indiquent un potentiel pour le développement d'industries touristiques et culturelles. Cependant, afin de contourner des obstacles tels que le manque d'infrastructures (logement, restaurants) pour accueillir les touristes, la difficulté de s'intégrer aux circuits touristiques vendus par les grossistes, le manque de formation et le manque de visibilité, il sera nécessaire d'établir des partenariats regroupant les communautés, les gouvernements et les entrepreneurs pour assurer ce développement. Un exemple d'une activité touristique et culturelle qui a connu un grand succès est le *Festival du Voyageur*, la plus importante fête hivernale dans l'Ouest canadien. Ce festival, qui attire 150 000 participants en misant sur le patrimoine canadien-français du Manitoba, tout en célébrant le fait français, est un événement qui dépasse largement la communauté franco-manitobaine: c'est un point de ralliement pour toute la communauté.

Il existe, présentement, au moins une coopérative de logement à Vancouver. À Saint-Boniface, un premier projet domiciliaire, le Domaine Marius-Benoist, a été réalisé grâce à la collaboration de plusieurs regroupements: la ville de Winnipeg, la Société franco-manitobaine, le gouvernement fédéral et la Caisse populaire. Le Domaine Marius-Benoist est à sa capacité maximum. Un deuxième projet, le projet Youville, est le fruit d'un partenariat entre le gouvernement provincial, la ville de Winnipeg et la Corporation de développement de Saint-Boniface (corporation à but non lucratif). Cette corporation est constituée de vingt-deux actionnaires qui ont investi dans ce projet. Est-ce qu'on pourrait envisager des projets semblables dans des centres urbains et ruraux, mais avec l'appui des caisses populaires? Celles-ci sont impliquées dans le financement de nouvelles coopératives de logement, dans le cadre de la construction domiciliaire par le secteur privé. Ceci serait encore plus facilement réalisable si le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux reconnaissaient la pénurie de logements dans plusieurs communautés. À Maillardville (Colombie-Britannique), on cherche à créer un centre communautaire avec de l'espace pour une école et des bureaux pour des représentants du secteur privé. Ce genre de projet, qui relève en partie du secteur privé mais surtout du gouvernement et du tiers-secteur, est un exemple de création de quelque chose de nouveau en intégrant plusieurs secteurs à la fois.

Malgré notre intérêt face au potentiel de l'économie sociale, nous reconnaissons que ce n'est pas une panacée à tous les problèmes auxquels les communautés francophones doivent faire face dans les prochaines années. Par contre, nous croyons que l'économie sociale a le potentiel d'aider la démocratisation de l'économie et de la société, «de sa capacité supérieure à l'entreprise capitaliste de transformer des demandes sociales en emplois et sa capacité supérieure au système étatique d'identifier les nouveaux besoins» tout en renforçant «les solidarités entre les groupes sociaux» (Lévesque, 1997, p. 10).

L'enjeu est de définir un nouveau contrat social qui ne soit plus fondé sur le couple marché-assistance mais sur un renouvellement et une réconciliation des valeurs d'initiative et de solidarité (Laville, 1997, p. 114).

Finalement, il est crucial que les nouvelles formes de pratiques socio-économiques évitent le repliement sur elles-

mêmes (ce qui mènerait à d'autres formes d'intolérance et d'exclusion) en privilégiant de nouvelles manières d'unir leurs actions avec celles d'autres communautés qui ont des intérêts communs. Ça devient un

[...] struggle between very different values; the logic of competition versus the logic of community; the logic of machines and machine efficiency versus the logic of people trying to make a life for themselves and participate meaningfully in their society (Menziès, 1996, p. xv).

Pour beaucoup de francophones de l'Ouest, leur préoccupation ne concerne pas seulement les questions culturelles. Reste à savoir, dans la conjoncture socio-économique actuelle et dans l'incertitude politique que nous vivons, s'il existe un leadership prêt à se positionner face aux grands défis socio-économiques de l'heure.

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY, François (1997) «Quel rôle pour l'économie sociale?», *Possibles*, vol. 21, n° 2, p. 65-81.
- BEAUDIN, Maurice et BOUDREAU, Réal (1994) *État de la francophone hors Québec en 1991*, Moncton, Institut de recherche sur le développement régional, 21 p. [étude préparée pour le Comité d'adaptation des ressources humaines de la francophonie canadienne (CARHFC)]
- BEAUDIN, Maurice, BOUDREAU, René et DE BENEDETTI, George (1996) *Nouvelles perspectives canadiennes: le dynamisme socio-économique des communautés de langue officielle*, Ottawa, Patrimoine canadien, 132 p.
- BERNARD, Roger (1990) *Le déclin d'une culture: recherche, analyse et bibliographie, Francophonie hors Québec 1980-1989*, Ottawa, Fédération des jeunes Canadiens français, 198 p. («Vision d'avenir», livre I)
- BRETON, Albert (dir.) (1998) *New Canadian Perspectives: Economic Approaches to Language and Bilingualism*, Ottawa, Patrimoine canadien, 257 p.
- BROWNE, Paul Leduc (1996) *Love in A Cold World?: The Voluntary Sector in an Age of Cuts*, Ottawa, Canadian Centre for Policy Alternatives, 101 p.
- CHRISTOFIDES, Louis N. et SWIDINSKY, Robert (1998) «Bilingualism and Earnings: A Study Based on 1971, 1981 and 1991 Census

- Data», dans BRETON, Albert (dir.) *New Canadian Perspectives: Economic Approaches to Language and Bilingualism*, Ottawa, Patrimoine canadien, p. 123-185.
- CHORNEY, Harold (1998) «Bilingualism in Employee Recruitment and the Role of Symbolic Analysts in Leading Export-Oriented Firms», dans BRETON, Albert (dir.) *New Canadian Perspectives: Economic Approaches to language and Bilingualism*, Ottawa, Patrimoine canadien, p. 187-223.
- COURNOYER, Monique (1997) «Le travail: quelle crise?», *Possibles*, vol. 21, n° 2, p. 29-46.
- FAVREAU, Louis et LÉVESQUE, Benoît (1995) *Repenser le développement communautaire et l'économie sociale à la faveur de la crise de l'emploi et de la crise de l'État-providence*, Montréal, Cahiers de CRISES (Université du Québec à Montréal), 29 p.
- FAVREAU, Louis et NINACS, William A. (1992) «Le développement économique local et communautaire au Québec», *Coopératives et développement*, vol. 23, n° 2, p. 115-123.
- FONTAN, Jean-Marc (1992) «La démocratie économique communautaire», *Possibles*, vol. 16, n° 1, 53-64.
- GIDRON, Benjamin, KRAMER, Ralph M. et SALAMON, Lester M. (1992) «Government and the Third Sector in Comparative Perspective: Allies or Adversaries?», dans GIDRON, Benjamin et al. (dir.) *Government and the Third Sector: Emerging Relationships in Welfare States*, San Francisco, Jossey-Bass, p. 1-30.
- KENDALL, Jeremy et KNAPP, Martin (1995) «A Loose and Baggy Monster: Boundaries, Definitions and Typologies», dans SMITH, Justin D. et al. (dir.) *An Introduction to the Volunteer Sector*, London, Routledge, p. 66-95.
- LAVILLE, Jean-Louis (1994) *L'économie solidaire: une perspective internationale*, Paris, Desclée de Brouwer, 334 p.
- _____ (1997) «Un nouveau contrat social», *Possibles*, vol. 21, n° 2, p. 106-114.
- LÉVESQUE, Benoît (1997) «Première allocution», dans *L'économie sociale, dérision ou panacée?*, Montréal, Conseil québécois de développement social, p. 5-10.
- MENZIES, Heather (1996) *Whose Brave New World?: The Information Highway and the New Economy*, Toronto, Between the Lines, 192 p.
- PERRET, Bernard (1995) *L'avenir du travail: les démocraties face au chômage*, Paris, Seuil, 331 p.

- READING, Paul (1994) *Community Care and the Voluntary Sector: The Role of Voluntary Organisations in a Changing World*, Birmingham, Venture Press, 102 p.
- SAINT-GERMAIN, Maurice et LAVOIE, Marc (1993) «Évolution comparée des revenus des francophones de l'Ouest canadien», *Cahiers franco-canadiens de l'Ouest*, vol. 5, n° 2, p. 155-176.
- SALAMON, Lester M. (1994) «The Rise of the Nonprofit Sector», *Foreign Affairs*, vol. 73, n° 4, p. 109-122.
- STEBBINS, Robert A. (1993) «Le style de vie francophone en milieu minoritaire», *Cahiers franco-canadiens de l'Ouest*, vol. 5, n° 2, p. 177-193.
- TAYLOR, Marilyn (1995) «Volunteer Action and the State», dans GLADSTONE, David (dir.) *British Social Welfare: Past, Present and Future*, London, ULC Press, p. 214-240.
- THÉBERGE, Raymond (1998) *Profil économique des communautés francophones de l'Ouest*, Winnipeg, Centre de recherche du Collège universitaire de Saint-Boniface, 122 p. [étude préparée pour Diversification de l'économie de l'Ouest canadien]
- WISTOW, Gerald *et al.* (1994) *Social Care in a Mixed Economy*, Buckingham, Open University Press, 166 p.